

A GLOBAL COMPACT ON LEARNING

TAKING ACTION ON EDUCATION IN DEVELOPING COUNTRIES

Guide des Politiques

Pacte mondial de l'apprentissage : Prendre des mesures pour l'éducation dans les pays en développement

Introduction

L'éducation joue un rôle important dans le développement et les avantages tirés des investissements en éducation sont incomparables. Une éducation de qualité produit une plus grande croissance économique, crée un impact durable sur la santé publique et ouvre la voie à des sociétés plus sûres et plus stables. Au cours des deux dernières décennies, de grands progrès ont été réalisés en vue d'assurer l'éducation à des millions de personnes dans le monde entier. De nombreuses initiatives internationales, des augmentations importantes du financement des donateurs et une collaboration entre les pays développés et en développement ont permis aux enfants à travers le monde d'entrer à l'école pour la première fois et d'y rester pendant leur enfance et leur adolescence.

Il y a toutefois bien plus à faire. Le progrès a été inégal et des millions d'enfants et de jeunes n'ont toujours pas accès à une éducation de bonne qualité. En outre, les inégalités liées à l'économie et au manque de parité entre les sexes empêchent toujours les enfants de fréquenter l'école et nombre d'entre eux qui vont à l'école n'acquièrent pas les compétences essentielles pour les préparer au monde du travail et à la vie. Aller à l'école n'est que la première étape. Il est temps de réorienter les priorités mondiales de l'éducation à travers l'amélioration de l'accès à une éducation de bonne qualité pour tous.

En conséquence, nous, les membres du Centre d'Éducation Universelle à Brookings proposons un nouvel agenda afin de stimuler d'avantage les efforts internationaux pour l'éducation, en s'appuyant sur les réussites passées de scolarisation d'un plus grand nombre d'enfants. Nous appelons cet agenda le Pacte mondial de l'apprentissage ; il s'agit d'un ensemble commun d'objectifs de politique générale et d'étapes concrètes, qui si réalisés, permettront aux pays en développement d'atteindre les objectifs d'un apprentissage pour tous.

La crise mondiale de l'apprentissage

Il existe actuellement une crise mondiale de l'apprentissage qui touche particulièrement les enfants et les jeunes qui sont pau-

vres et marginalisés. Le progrès mondial discuté ci-dessus, bien qu'il soit encourageant et remarquable, s'est avéré très inégal dans différents pays, et trop d'enfants encore abandonnent l'école avant la fin du cycle primaire ; cela représente un gaspillage de potentiel humain et d'investissement. En outre, la fréquentation scolaire ne se traduit pas nécessairement par un vrai apprentissage à l'école. Par exemple, dans certains pays de l'Afrique subsaharienne, les enfants ayant reçu cinq ans d'éducation ont 40 % de chance d'être illettrés. La sévérité de la crise de l'apprentissage est plus frappante encore si l'on considère que « l'enfant moyen d'un pays pauvre apprend moins que 95 enfants sur 100 dans les pays riches ». ¹ Ces données révèlent une crise de l'apprentissage dans le monde qui menace d'inverser les gains importants de l'accès à l'éducation et, part ce fait, de l'amélioration des vies dans de nombreux pays.

Cette crise mondiale de l'apprentissage comporte trois dimensions. Tout d'abord, des millions d'enfants et de jeunes manquent encore l'accès à l'éducation. Certains d'entre eux ne mettent jamais les pieds à l'école, ou commencent mais abandonnent avant la fin. Le plus souvent, les enfants pauvres sont les plus marginalisés dans le domaine éducatif. Deuxièmement, les enfants scolarisés acquièrent rarement les compétences de base, notamment en lecture et en calcul, qui leur permettraient de poursuivre avec succès leurs études. Evoluer de l'apprentissage de la lecture à la lecture pour apprendre est une transition cruciale que les systèmes éducatifs ne réussissent pas à effectuer pour des millions d'enfants. Troisièmement, peu d'enfants continuent au-delà du niveau de l'école primaire, et c'est les 20 % les plus riches de la population qui profitent de l'éducation secondaire. Les possibilités d'une éducation secondaire souple, y compris le cycle secondaire classique, sont très limitées et sont souvent axées sur le développement des connaissances et des compétences dans des domaines qui ne sont pas vraiment utiles dans la vie quotidienne de ces jeunes, et qui ne les préparent pas au monde du travail.

Qu'est-ce que le Pacte mondial de l'apprentissage ?

Le Pacte mondial de l'apprentissage est un vaste cadre de réglementations et un ensemble d'étapes concrètes, proposé



par le Centre pour l'éducation universelle, destiné à revigorer l'engagement de la communauté internationale autour d'un programme éducatif axé sur l'apprentissage pour tous. C'est une solution au contexte changeant survenu depuis que les Objectifs du millénaire pour le développement ont été fixés il y a près de 10 ans ; elle vise à dynamiser les engagements du Forum mondial sur l'éducation, tenu à Dakar en 2000, entre les pays à faible revenu et les donateurs.

Le Pacte mondial appelle tous les partis prenants de tous les secteurs de la société à accueillir favorablement, appuyer et faire adopter, au sein de leurs sphères d'influence, l'ensemble des trois priorités, afin d'améliorer l'éducation des enfants et des jeunes, y compris ceux qui ne sont pas scolarisés : (1) Le développement de la petite enfance, (2) l'alphabétisme et les notions de calcul au début du cycle primaire, et (3) les opportunités pertinentes de l'enseignement postprimaire. Bien qu'il n'existe pas de remède miracle ou de solution universelle pour la réforme de l'éducation, le consensus fourni par toutes les personnes impliquées dans l'élaboration de ce rapport est qu'il est fondamental de prendre des mesures à l'égard de ces priorités afin de répondre aux trois dimensions de la crise mondiale de l'apprentissage.

Pourquoi se concentrer sur l'apprentissage ?

L'éducation joue un rôle crucial dans le monde d'aujourd'hui. L'éducation se trouve au cœur de toutes les actions visant à améliorer la vie de tous dans le monde entier. Elle offre aux gens davantage d'opportunités économiques, leur permet de prendre des décisions éclairées pour le bien-être de leur famille et les dotent des compétences nécessaires pour une vie sûre et saine. Un individu peut augmenter son revenu annuel de 10 % à travers chaque année de scolarisation.ⁱⁱ Chaque année de scolarisation supplémentaire réduit en moyenne les risques de guerre civile de 3,6 %.ⁱⁱⁱ L'enfant d'une mère qui sait lire a 50 % de chance de plus de survivre au-delà de l'âge de cinq ans.^{iv} L'accès à une éducation de haute qualité est bénéfique pour tous les pays, mais les pays les moins développés en tirent le plus d'avantages ; en effet, on estime à 136 millions le nombre d'enfants et de jeunes non scolarisés en primaire et en secondaire, la majorité étant des filles. En Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et de l'Ouest, plus de 54 millions de filles ne sont pas scolarisées et n'ont donc pas accès à ces opportunités d'apprentissage primordiales.^v

L'éducation à la croisée des chemins. Grâce au mouvement mondial de l'Éducation pour tous (EPT) et des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), les deux dernières décennies ont connu un progrès important en ce qui concerne la scolarisation de millions d'enfants, y compris leur rétention à l'école et la diminution de l'écart entre les sexes. Ce progrès a été stimulé par des engagements mutuels, parfois désignés en tant que Pacte mondial de l'éducation, entre les gouvernements des pays en développement et les donateurs. Les pays les plus pauvres du monde ont convenu de mettre en place les plans d'éducation nationaux et les stratégies budgétaires nécessaires à l'accomplissement des objectifs du mouvement de l'Éducation pour tous (EPT), en particulier les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD); de même, les pays développés et les autres donateurs multilatéraux ont promis qu'aucun pays ne serait dans l'impossibilité d'atteindre ces objectifs en raison de manque de ressources.^{vi} De nombreux pays à faible revenu ont augmenté leurs dépenses publiques pour l'éducation ; collectivement, ils ont augmenté la part du revenu national alloué à l'éducation de 2,9 à 3,8 % depuis 1999.^{vii} Ces accomplissements montrent bien que lorsque les pays de la communauté internationale font front commun et s'engagent à agir, des résultats décisifs peuvent être atteints.

L'importance de « l'apprentissage pour tous »

« L'apprentissage pour tous » devrait être le nouvel objectif de l'agenda mondial pour l'éducation. D'après les données les plus récentes, surtout dans les pays à faible revenu, la qualité et l'équité sont les défis les plus importants. Le droit de chaque enfant à une éducation de haute qualité est affirmé dans de nombreux traités sur les droits humains et est reconnu par les gouvernements, ainsi que le montrent les six objectifs de l'EPT, adoptés par 164 nations à Dakar en 2000. Bien que l'accès aux opportunités formelles et informelles d'apprentissage est essentiel, il est devenu évident dans le monde entier qu'il ne suffira pas à réaliser l'objectif de l'éducation, en ce sens que chaque fille et garçon devrait en outre effectuer la transition à l'âge adulte doté des compétences et des connaissances, cognitives et non cognitives, nécessaires à une vie saine, sûre et productive. En attendant, les progrès en matière de scolarisation et d'achèvement des études ne seront accomplis que si on prête attention à la qualité.

L'apprentissage est essentiel pour tirer profit des avantages de l'éducation. En faisant naître le plaisir d'apprendre chez un très jeune enfant, on lui permet de continuer à apprendre durant



toute sa vie ; c'est essentiel pour que les enfants, les jeunes et les adultes continuent à amasser les connaissances et les compétences qui vont leur permettre de survivre et de prospérer. Il apparaît que ce sont les niveaux d'apprentissage, pas nécessairement le nombre d'années à l'école, qui produisent les nombreux retours sur les investissements sociaux et économiques de l'éducation. C'est la qualité de l'éducation (mesurée par les résultats de examens des étudiants) qui conduit aux augmentations de salaires et à la croissance économique.^{viii} En outre, il devient de plus en plus évident que les compétences littéraires, plutôt que les années de scolarité, correspondent à des taux de fertilité inférieurs et à une meilleure santé pour les enfants, y compris une réduction du taux de mortalité infantile.^{ix} Le taux élevé d'abandon de la scolarité par les filles peut avoir des répercussions négatives pour la croissance économique ; par exemple, le Cameroun, la République Démocratique du Congo et le Nigéria perdent 974 millions \$, 301 millions \$ et 1662 millions \$ respectivement, parce qu'ils n'éduquent pas les filles au même niveau que les garçons.^x Bien que le nombre d'années à l'école ait été utilisé comme indicateur de qualité, il est évident, en raison de la crise mondiale de l'apprentissage, que des mesures supplémentaires sont requises en vue d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires dans un monde en évolution rapide.

Il est nécessaire de se concentrer sur l'équité pour permettre la réalisation de l'apprentissage de tous, et les questions liées aux conflits et à l'inégalité entre les sexes méritent une attention particulière. A la fois dans les pays développés et en voie de développement, les revenus déterminent les opportunités et les accomplissements éducatifs. Plusieurs autres facteurs, surtout dans les pays en voie de développement, interagissent avec la pauvreté pour limiter les opportunités d'apprentissage des enfants, notamment dans les zones rurales, pour les membres des minorités ethniques ou linguistiques ou pour les handicapés. Il existe deux facteurs, l'inégalité entre les sexes et les conflits, qui sont particulièrement importants, car ils empirent les disparités éducatives dans de nombreux pays et ont des répercussions sur des millions d'enfants. Dans 49 pays au moins, le fait d'être pauvre et de sexe féminin présente un double handicap, et l'éducation des filles dans les foyers les plus pauvres est non seulement en dessous de la moyenne nationale, mais aussi en-dessous des garçons des foyers les plus pauvres.^{xi} Malgré des progrès importants vers la parité entre les sexes pour la scolarisation dans le primaire au cours des deux dernières décennies, il manque encore des millions de

filles dans le système éducatif de certaines régions. Par exemple, en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et de l'Ouest, plus de 54 millions de filles ne fréquentent ni l'école primaire ni l'école secondaire et n'ont donc pas accès à ces opportunités d'apprentissage importantes.^{xii} Pour ceux qui fréquentent l'école, les résultats diffèrent pour les filles et les garçons selon les contextes. Dans certaines parties du monde, comme dans les Caraïbes, les garçons sont en retard par rapport aux filles, tandis que dans certaines régions de l'Afrique subsaharienne, ce sont les garçons qui prennent de l'avance par rapport aux filles. Par exemple, d'après une évaluation du niveau de lecture dans trois provinces de la République Démocratique du Congo, les filles ont obtenu des résultats extrêmement bas par rapport aux garçons. Quarante pour cent des filles des niveaux 2 et 4 ne pouvaient lire aucun mot familier, comme « vous », par rapport aux 30 pour cent des garçons.^{xiii} Ces différences basées sur le sexe ont des répercussions importantes ; il existe notamment, d'après des indications récentes, de fortes associations entre les mathématiques, les compétences scientifiques et l'augmentation des salaires.^{xiv} Ce sont des sujets où les filles réussissent généralement moins bien que les garçons.

En plus de l'inégalité entre les sexes, l'exposition au conflit armé est un autre facteur important, provoquant des disparités éducatives pour des millions d'enfants. Presque la moitié de tous les enfants non scolarisés vivent dans des pays touchés par les conflits.^{xv} En 2004, une jeune fille du Sud Soudan risquait d'avantage de mourir en couches que de terminer l'école primaire.^{xvi} Ces pays reçoivent beaucoup moins de financement et sont bien moins équipés pour atteindre les objectifs du Mouvement de l'Education pour tous que les autres pays à faible revenu.^{xvii} Le rapport mondial de l'UNESCO de 2011 estime que l'écart financier par élève dans ces pays s'élève environ à 69 \$, par rapport à 55 \$ pour tous les pays à faible revenu. Pourtant, les pays à faible revenu touchés par les conflits ne reçoivent que 16 \$ par élève comme aide à l'éducation de base, par rapport à une moyenne de 22 \$ pour les autres pays à faible revenu.^{xviii} En plus des difficultés pratiques auxquelles ces pays doivent faire face, il leur manque souvent les données fondamentales nécessaires à planifier l'éducation. Non seulement il peut s'avérer plus difficile de contacter les enfants non scolarisés, c'est également plus cher, car ces derniers sont confrontés à de multiples désavantages et peuvent être également soumis à des formes d'exclusion sociale subtiles et cachées.



Que faut-il faire pour assurer l'apprentissage à tous ?

Il faut des mesures audacieuses et des investissements pour s'assurer que tous les enfants et les jeunes apprennent de façon effective. Au rythme de progrès actuel, la plupart des pays n'atteindront pas les objectifs de l'EPT et des OMD d'ici 2015, et certains en seront bien loin.^{xix} L'éducation doit être placée plus haut sur l'agenda des priorités mondiales et doit être accompagnée d'un engagement et d'actions politiques de haut niveau à l'échelle nationale et internationale. Une attention particulière et des actions collectives rendues possibles par des ressources accrues ont permis des progrès considérables dans le domaine de l'éducation primaire universelle. Nous devons maintenant poursuivre sur cette lancée. De la même façon que les niveaux d'investissement ont produit des avancées dans le domaine de la santé mondiale, l'amélioration de l'enseignement demandera des actions audacieuses et innovantes pour s'assurer que les enfants qui ne sont pas encore scolarisés ont accès à une éducation de haute qualité et que ceux qui sont à l'école acquièrent les connaissances et les compétences nécessaires à des vies saines et productives.

Par conséquent, au Centre pour l'Éducation Universelle de l'Institut Brookings, nous faisons appel à un nouveau **Pacte mondial de l'apprentissage**, axé sur les priorités suivantes : (1) Développement de la petite enfance, (2) compétences de base en lecture et en calcul au cours des premières années de l'école primaire, et (3) opportunités pertinentes pour l'éducation postprimaire. Toutefois, tous les partis prenants ont un rôle à jouer pour traduire ce Pacte mondial en mesures concrètes, depuis les gouvernements des pays en développement et les donateurs, jusqu'aux organisations, entreprises, collectivités locales, parents et enseignants du monde entier. Nous devons tous travailler ensemble pour adopter les six principes essentiels indispensables pour réaliser le projet de l'apprentissage pour tous :

- **La Direction** : La Direction dans le domaine de l'éducation est nécessaire aux échelons politiques les plus élevés. Depuis les leaders des pays en développement et développés, aux têtes des fondations, entreprises et organisations non gouvernementales (ONG), le message suivant doit être présent et clairement exprimé : l'apprentissage est important pour tous les enfants et les jeunes, même pour ceux qui sont difficiles à atteindre.

- **Partenariat** : La seule façon de réussir l'apprentissage pour tous est de travailler tous ensemble. Les multiples réseaux d'acteurs qui s'engagent à améliorer l'apprentissage dans le monde en développement doivent tirer parti de leurs efforts mutuels à la fois pour maximiser leur impact et pour s'assurer qu'ils exercent tous leurs efforts dans la même direction.
- **Financement** : D'avantage de ressources doivent être affectées pour réaliser l'agenda de l'apprentissage pour tous, et en même temps, elles doivent être employées plus efficacement.
- **Évaluation** : L'évaluation systématique des résultats de l'apprentissage de manière à ce qu'il soit possible de suivre le progrès vers l'élimination des disparités et de permettre un regard utile et opportun aux pratiques scolaires est essentielle à la réalisation de ces objectifs.
- **Sensibilisation** : Il faut mobiliser l'opinion publique et envoyer des signaux très forts aux gouvernements sur l'importance suprême de l'apprentissage pour tous ; c'est une stratégie cruciale pour catalyser la direction et les actions et responsabiliser les décideurs politiques.
- **La collecte de données** : Bien que les données et preuves émergentes sont disponibles pour identifier les meilleures stratégies afin de réaliser les différentes parties de l'agenda de l'apprentissage pour tous, des questions demeurent et on doit y répondre pour élargir des solutions prouvées envers tous les composants.

Comment pouvons-nous faire en sorte que le Pacte mondial de l'apprentissage réussisse ?

Un nouveau Pacte mondial de l'apprentissage est nécessaire pour catalyser et appuyer les actions collaboratives afin d'obtenir une éducation de qualité pour tous, en misant sur le succès du passé et en réalisant la promesse d'éducation à laquelle tous les parents du monde s'attendent aujourd'hui pour leurs enfants. Même les enfants des pays au revenu le plus faible ont le droit d'apprendre et de profiter des avantages d'une éducation de qualité.

Pour réaliser ce projet, il faut une gamme de réseaux dynamiques, notamment ceux de l'éducation, de la santé, de la technologie, de l'agriculture, du changement climatique et du développement économique. L'infrastructure toute entière du Pacte mondial pour l'apprentissage est nécessaire pour mettre



à profit l'engagement, l'énergie et l'innovation des acteurs multiples, afin de s'assurer que tous les éléments s'imbriquent dans l'ensemble du système, se complètent et tirent parti des efforts mutuels, afin de réaliser l'objectif commun.

Nous faisons appel à tous les acteurs pour qu'ils s'engagent à soutenir le Pacte mondial de l'apprentissage. Particulièrement, nous recommandons aux acteurs suivants de prendre des actions concrètes pour réaliser le plan d'apprentissage pour tous :

- Les gouvernements des pays en développement,
- Les acteurs multilatéraux,
- Les gouvernements des pays développés, le G-20, et
- Le monde des affaires et la société civile.

Les actions pour les gouvernements des pays en développement

En fin de compte, c'est aux gouvernements qu'il incombe de s'assurer que tous leurs citoyens ont accès à des possibilités d'apprentissage de haute qualité. Agir sur la base de cette responsabilité exige une priorisation accrue de l'éducation, des politiques axées sur l'amélioration de l'apprentissage et des efforts intensifiés pour toucher les groupes les plus marginalisés. La direction aux échelons politiques les plus élevés, y compris les chefs d'état, les ministres des finances et de l'éducation et les champions au niveau législatif, doivent créer une puissante vision d'un apprentissage de haute qualité pour tous et s'assurer que les réformes nécessaires et les systèmes de gestion des données sont en place pour utiliser efficacement les ressources éducatives. En particulier, les gouvernements doivent travailler sur les points suivants :

- **Des meilleurs objectifs et des meilleures stratégies pour l'apprentissage.** Mettre en place d'ici décembre 2012 des objectifs clairs et équitables pour tous les enfants et les jeunes, notamment des objectifs quantitatifs et définis dans le temps pour assurer l'accès à un enseignement de qualité pour ceux qui ne sont pas scolarisés. Sélectionner les stratégies nécessaires pour atteindre ces objectifs d'après les données disponibles afin de démontrer leur efficacité, et parmi l'éventail des priorités, mettre l'accent sur trois d'entre elles en particulier : le développement de la petite enfance, les compétences en lecture et en calcul dans les premières classes du primaire et la transition à l'éducation postprimaire pertinente et son achèvement.

- **De meilleures données.** Recueillir et utiliser systématiquement les données les plus importantes pour le suivi du progrès en fonction des objectifs d'apprentissage, de l'ajustement des politiques et en veillant à ce que les ressources soient employées efficacement. Pour ce faire, les données doivent inclure les sources du financement de l'éducation, qu'il soit public, provenant des ménages ou externe, et son usage, ainsi que le processus d'apprentissage et les données ventilées des résultats, basées à la fois sur les niveaux d'éducation et les disparités existantes, comme le revenu, la parité entre les sexes, l'ethnicité ou le statut linguistique et la région.
- **D'avantage de ressources employées efficacement.** S'assurer que ces priorités de la politique sont pourvues d'un financement adéquat pour être ensuite orientées vers des stratégies efficaces, en vue d'améliorer l'apprentissage pour tous. Bien qu'il n'existe pas de règle absolue pour déterminer ce qui constitue des ressources suffisantes pour l'éducation, les gouvernements ayant réussi dans les pays à faible revenu consacrent généralement 5 % ou plus de leur produit intérieur brut à l'éducation. Souvent, les ressources existantes peuvent être utilisées plus efficacement en soutenant les actions prometteuses et prouvées qui améliorent la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage en classe.

Actions pour les acteurs multilatéraux

Les agences des Nations Unies et de la Banque mondiale peuvent jouer un rôle important pour soutenir les gouvernements des pays en développement qui s'engagent vers la réalisation de leurs objectifs. Il est nécessaire d'avoir une direction de haut niveau dans ces agences, afin de s'assurer que l'agenda international et l'architecture d'aide multilatérale sont compatibles aux efforts de ces gouvernements pour améliorer l'apprentissage pour tous et les soutiennent dans ces efforts. En particulier, les cinq agences participant au mouvement EPT-l'UNESCO, l'UNICEF, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour la population et la Banque mondiale- doivent être en tête dans cet effort. Ces agences doivent s'assurer que leurs programmes individuels reflètent un engagement à l'amélioration de l'apprentissage pour tous, notamment les groupes marginalisés comme les filles pauvres. Par l'intermédiaire du groupe de travail de l'EPT, ils doivent également travailler collectivement pour préparer l'agenda de développement mondial d'après 2015 et pour renforcer la base de l'architecture d'aide multilatérale ; ces deux



actions demanderont une étroite collaboration avec d'autres partenaires importants comme le bureau du secrétaire général de l'ONU, ONU Femmes et l'initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles. En particulier, les cinq agences de l'EPT devront travailler sur les activités suivantes :

- **L'agenda de développement mondial de l'après-2015.** S'assurer que l'éducation, particulièrement un apprentissage de haute qualité pour tous, occupe une place prépondérante dans le prochain agenda mondial, celle d'une pierre d'assise permettant et renforçant une panoplie de résultats, comme une croissance partagée et plus verte et une meilleure santé. Les étapes nécessaires à cet accomplissement sont les suivantes :
 - Élaborer un projet partagé et un plan concret d'ici décembre 2012, afin de faire progresser l'objectif de l'apprentissage pour tous au cœur de l'agenda d'après-2015.
 - Élaborer d'ici 2013 un petit groupe d'indicateurs compatibles, largement acceptés à l'échelle internationale, afin de mesurer l'apprentissage. Un dialogue systématique est indispensable pour sélectionner ou élaborer des indicateurs partagés qui seront utilisés, entre autres, par les gouvernements des pays en développement, ceux des pays développés et d'autres donateurs, ainsi que des agences multilatérales. Les indicateurs doivent être très peu nombreux et se baser sur un échantillon représentatif du pays et prenant en compte tous les enfants, qu'ils soient scolarisés ou non, les données étant objectives et ne devant pas être signalées par les intéressés. Ces données doivent être ventilées et indiquer l'âge, le sexe, le statut économique, la région et les autres caractéristiques pertinentes de disparité. Un indicateur au moins doit prendre en compte le progrès de l'apprentissage des enfants du plus jeune âge.
- **Une architecture d'aide multilatérale plus robuste.** Renforcer la base de l'architecture d'aide multilatérale en s'assurant que le Partenariat mondial pour l'éducation (précédemment l'initiative de mise en œuvre accélérée (IMO)) s'appuie sur ses réformes pour servir en tant que point central à la coopération internationale en matière d'éducation. Les autres options, comme l'investissement dans le groupe de travail de l'EPT de haut niveau ou l'élaboration d'une nouvelle institution, prendraient beaucoup plus de ressources et de temps. Beaucoup plus de ressources sont nécessaires pour s'assurer

que le fonds collectif du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) puisse répondre aux besoins éducatifs, surtout s'il doit jouer un rôle important dans la catalyse nécessaire aux réformes gouvernementales pour améliorer l'apprentissage, notamment pour les enfants les plus difficiles à atteindre, comme les filles pauvres et les jeunes touchés par les conflits. Le GPE doit trouver des moyens de faire entrer de nouveaux acteurs, notamment ceux qui s'intéressent à l'élaboration de financement innovant pour l'éducation, et de faciliter leur coordination avec les plans du pays en matière d'éducation. Plusieurs étapes sont nécessaires pour y parvenir :

- **Gestion indépendante.** La gestion directe et quotidienne du GPE doit se trouver à l'extérieur de la Banque mondiale et du conseil d'administration actuel du GPE afin d'assurer le niveau de flexibilité et d'efficacité nécessaire pour engager tous les acteurs, surtout ceux du secteur privé. Cela servira à augmenter les ressources du secteur privé pour l'éducation, à mieux les aligner aux plans des pays en développement, et à compléter les initiatives entreprises par d'autres personnes. Les actions rapides et décisives renforceront également les engagements pris par les pays et augmenteront le contrôle et l'évaluation des résultats.
- **Nouvelles fenêtres financières.** En plus du fond collectif du GPE, de nouveaux mécanismes seront nécessaires pour faciliter l'investissement en éducation du secteur privé, comme les initiatives financières innovantes à grande échelle, surtout pour améliorer l'apprentissage des enfants les plus marginalisés.
- **Secrétariat habilité.** Afin de réaliser ces étapes, la direction du secrétariat du GPE doit être habilitée à s'engager à un niveau international de haut niveau. On doit engager du personnel supplémentaire doté de compétences diverses, notamment en relation avec les trois priorités centrales pour améliorer l'enseignement, afin de soutenir le rôle amplifié du GPE.

Actions destinées aux gouvernements des pays développés et au G-20

La direction politique de haut niveau des pays développés est nécessaire pour s'assurer que l'apprentissage pour tous devienne une réalité. Les donateurs bilatéraux jouent un rôle crucial dans les mesures d'incitation des réformes éducatives, à la fois au sein du système d'aide multilatérale et des gouvernements des pays



en développement. Pour s'assurer que la situation reçoit assez d'attention, particulièrement de la part des pays du G-8 et du G-20, il faut des déclarations sans équivoque et se traduisant par des actes, sur l'importance de l'apprentissage, surtout pour les enfants les plus marginalisés. Les donateurs doivent également prioriser l'apprentissage pour tous au sein de leurs propres stratégies d'assistance, en s'axant notamment sur les trois priorités exprimées dans ce Pacte mondial. Leurs stratégies et leurs actions respectives incluent ce qui suit :

- **G-8 et G-20.** Prioriser l'éducation, particulièrement un apprentissage amélioré pour tous, car c'est une partie importante des agendas de croissance commune et de développement du G-8 et du G-20. Les propositions d'amélioration de l'apprentissage doivent recevoir une étude immédiate et sérieuse dans les réunions à venir, surtout du fait qu'une éducation de haute qualité est un bien public mondial pouvant assurer une croissance durable et améliorer la santé de la mère et de l'enfant, deux autres objectifs importants. Le G-8 et le G-20 doivent donner suite aux recommandations précises qui leur ont été proposées par l'ancien premier ministre britannique Gordon Brown dans son rapport *Education pour tous : Éliminer la pauvreté, ouvrir la voie à la prospérité et tenir la promesse, construire l'opportunité : le cas d'un fonds mondial pour l'Éducation*.^{xx}
- **Données plus probantes.** Les donateurs bilatéraux doivent se consacrer à construire une base de données probantes à partir des actions efficaces pour l'amélioration de l'apprentissage pour tous, incluant notamment les résultats de recherches longues et rigoureuses pour répondre aux questions jusqu'ici restées sans réponse. Cet effort doit aussi comporter des mesures incitatives pour le développement des gouvernements afin d'améliorer leurs suivis de données et leurs capacités d'analyse, ainsi qu'une meilleure compréhension des sources et des emplois des finances pour l'éducation et des progrès des résultats de l'apprentissage. Les donateurs bilatéraux doivent collaborer au sein d'une infrastructure ou d'un ensemble d'infrastructures partagées, comme les comptes nationaux de l'éducation, afin de minimiser le nombre de demandes de données et de mesures aux pays en développement, et de maximiser les capacités des ministères de l'éducation.
- **Davantage de ressources employées plus efficacement** Afin de réaliser l'apprentissage pour tous et s'en tenir à l'écart estimé

pour les finances externes, les donateurs devront sensiblement augmenter leurs ressources pour l'éducation et trouver de meilleurs moyens d'utiliser leur aide en se concentrant sur un financement basé sur les résultats. Au minimum, les gouvernements des pays développés devront générer 4,1 milliards \$ de plus par an en se basant sur deux séries d'actions. Tout d'abord, en s'acquittant finalement de l'engagement de Gleneagles concernant l'augmentation de 50 milliards \$ de l'aide totale d'ici 2010, afin d'augmenter de 1,9 milliards l'aide à l'éducation ; ensuite, si tous les donateurs dépensaient au moins 60 % de leur aide à l'éducation au niveau de base, cela produirait 2,2 milliards \$ de plus.^{xxi} Ce financement accru doit être utilisé en vue de l'amélioration de l'apprentissage pour tous, particulièrement pour les plus marginalisés, comme les filles pauvres et les jeunes touchés par les conflits, par un investissement dans le développement de la petite enfance, dans les compétences en lecture et en calcul des premières classes du primaire, et dans les opportunités d'éducation secondaire pertinente. Au minimum, 3 milliards \$ doivent être versés au fond collectif GPE chaque année, accompagnés de désignations pour les trois zones de priorités énumérées ci-dessus.

Actions à effectuer par le monde des affaires et la société civile

Les fondations, les entreprises, les ONG, les instituts de recherche, les associations d'enseignants et de parents et les groupes communautaires sont tous des acteurs importants de l'éducation pouvant garantir que l'objectif de l'apprentissage se traduit par des actes. Ils doivent tous jouer un rôle important vis-à-vis des gouvernements et des institutions multilatérales afin de prioriser l'apprentissage pour tous, de surveiller sa progression et de tenir les gouvernements responsables de leurs engagements ; ils doivent aussi se consacrer à créer des approches innovantes et des évaluations efficaces afin de favoriser la compréhension des stratégies efficaces dans ce domaine et d'améliorer l'enseignement. Les actions spécifiques à effectuer incluent ce qui suit :

Fondations. Maximiser leurs uniques possibilités d'avancer l'agenda de l'apprentissage en collaborant avec d'autres pour créer des innovations, catalyser l'analyse des nouvelles opinions et des politiques, et soutenir les partisans influents. En particulier, les fondations doivent :

- Consacrer une plus grande partie de leurs ressources à



l'éducation dans les pays en développement. Il existe de nombreuses fondations de par le monde qui soutiennent l'éducation à l'échelle mondiale, mais le niveau des ressources est relativement bas. Parmi les ressources des fondations américaines, 4 % seulement des donations internationales sont allées à l'éducation, 55 % sont allées à la santé, 22 % à la démocratie et aux programmes de gouvernance.^{xxii} Les fondations qui soutiennent les aspects importants de la santé de la mère et de l'enfant, de la population et des migrations, de la sécurité alimentaire et du développement économique doivent aussi se pencher sur l'amélioration de l'apprentissage pour tous, car c'est une stratégie nécessaire au succès dans tous ces autres domaines.

- Consacrer au moins la moitié des ressources du portefeuille de l'éducation à l'amélioration de l'apprentissage pour tous, en se penchant spécialement sur les groupes marginalisés, comme les filles pauvres, les handicapés et les jeunes touchés par les conflits. Les stratégies de subventions doivent inclure le financement d'une ou plusieurs des trois priorités suivantes : le développement de la petite enfance, les compétences en lecture et en calcul dans les premières classes du primaire et la transition à l'éducation postprimaire pertinente et son achèvement.
- Consacrer un minimum de 10 % des ressources de leur portefeuille pour l'éducation à des mesures de contrôle et d'évaluation de la progression vers les objectifs d'apprentissage pour tous, y compris le partage des connaissances obtenues par les essais de stratégies prometteuses. Créer d'étroits partenariats avec d'autres fondations et instituts de recherche, entre autres, pour tirer parti des ressources, partager les connaissances, et finalement innover, en se basant sur les résultats des recherches.

Les entreprises. Tirer parti de leur expertise en marketing et en conception des produits, ainsi que de leurs liens directs aux opportunités économiques dans les pays en développement, afin de faire progresser l'objectif de l'apprentissage amélioré pour tous, y compris les plus marginalisés. Les PDG doivent prôner vivement l'importance de l'agenda de l'apprentissage pour tous, d'une part parce qu'une population bien éduquée constitue un point positif pour le commerce, mais aussi parce que c'est la chose à faire. Il est important de soutenir les programmes financiers innovants en faveur de l'éducation, en se basant sur les compétences des

entreprises et les réseaux mondiaux d'employés et de consommateurs. Il est essentiel pour cet effort que la collaboration et la coordination s'améliorent avec les acteurs du domaine de l'éducation. En particulier, les entreprises doivent:

- Consacrer au moins la moitié de leurs ressources philanthropiques éducatives à l'amélioration de l'apprentissage pour tous, en touchant notamment les groupes marginalisés et en se concentrant sur les trois priorités suivantes : le développement de la petite enfance, les compétences en lecture et en calcul dans les premières classes du primaire et la transition à l'éducation postprimaire pertinente et son achèvement.
- Tirer parti des compétences en marketing et des réseaux mondiaux pour faire progresser la cause d'une amélioration de l'apprentissage grâce au marketing des causes sociales ou aux initiatives de sociétés qui tirent profit de l'énergie, du talent et des ressources des employés et des consommateurs dans les pays développés et en développement.
- Utiliser les capacités de conception des produits pour innover et produire des technologies meilleures et moins onéreuses en vue de l'amélioration de l'apprentissage dans les milieux à faibles ressources.
- Augmenter la coordination avec les autres acteurs de l'éducation afin de s'assurer que les investissements répondent aux plus grands besoins, tirer parti des initiatives existantes et s'aligner sur les plans d'éducation des gouvernements des pays en développement.

ONG et autres acteurs de la société civile. Les ONG, les associations d'enseignants et de parents entre autres, soutiennent l'éducation depuis longtemps et rendent d'importants services à ce sujet sur le terrain. Ces acteurs civils font souvent un travail considérable pour améliorer l'enseignement dans les communautés pauvres du monde entier et jouent un rôle important en communiquant aux gouvernements et aux agences multilatérales l'importance d'une éducation de qualité pour tous. Ils doivent travailler ensemble en utilisant leur unique expertise de sensibilisation, les réseaux populaires et l'aptitude à tenir les gouvernements responsables de leurs actions, afin de créer un mouvement mondial pour l'amélioration de l'apprentissage, aussi bien pour les enfants scolarisés que pour ceux qui ne le sont pas. Tous les acteurs de la société civile, particulièrement les ONG des pays en développement, ont un rôle à jouer dans la



promotion de cet agenda. Une étroite collaboration sur les trois priorités clés est indispensable :

- Mobiliser l'opinion publique et envoyer de puissants signaux aux gouvernements des pays en développement et développés sur l'importance suprême de l'apprentissage et des résultats pour tous les enfants et les jeunes, surtout ceux qui ont été laissés pour compte, comme les filles pauvres.
- Obtenir l'appui des gouvernements et des agences multilatérales pour effectuer des interventions qui améliorent les résultats de l'apprentissage, y compris le développement et le soutien professionnel des enseignants.
- Renforcer la base de l'architecture d'aide multilatérale pour soutenir efficacement les objectifs d'apprentissage des pays en développement.

Conclusion : Pacte mondial de l'apprentissage — la Vision du succès

Si tous les acteurs s'engagent à adopter les six principes nécessaires à mener à bien le Pacte mondial de l'apprentissage, la promesse d'éducation sera réalisée pour des centaines de millions de jeunes, leurs familles, leurs communautés et les nations. Non seulement les Objectifs du Millénaire pour le développement seront réalisés et tous les enfants seront scolarisés à l'école primaire, mais ces derniers apprendront et s'épanouiront à l'école et effectueront une transition réussie à la forme la plus pertinente de l'éducation postprimaire. Les 67 millions d'enfants qui ne sont pas à l'école primaire et les 74 millions d'adolescents en âge de fréquenter l'école secondaire mais qui n'y sont pas auront accès à des opportunités d'apprentissage de haute qualité. Sur plus de 600 millions d'enfants à l'école primaire dans les pays en développement, les centaines de millions actuellement dépourvus des compétences de base et prêts à abandonner auront appris à lire et se mettront ensuite à lire pour apprendre, ce qui leur donnera la possibilité de continuer leur éducation. Plus

de 400 millions de jeunes dans les premières classes du secondaire des pays en développement auront acquis les compétences et capacités qui leur serviront dans la vie de tous les jours et qui leur permettront d'effectuer une transition réussie de l'école au monde du travail. L'excellent atout d'une jeune population bien éduquée apportera la croissance et la prospérité à bien des pays à faible revenu.

Certains jalons importants signalant les progrès réalisés en vue de la réalisation de cette vision incluent les cibles quantifiables, délimitées dans le temps et équitables, que les gouvernements des pays en développement doivent fixer et dont ils doivent aussi appuyer la réalisation ; quant à la communauté internationale, elle doit redoubler et harmoniser ses efforts pour soutenir efficacement les gouvernements des pays en développement, en élaborant notamment des indicateurs d'apprentissage à partager, en renforçant et en fournissant des ressources à l'architecture d'aide multilatérale et en consignnant l'objectif de l'apprentissage pour tous dans l'agenda de développement mondial post 2015.

Tous les enfants et les jeunes méritent une éducation de qualité. Les avantages d'une éducation sont immenses, à la fois du point de vue de l'individu et de celui de la société. Les investissements en éducation favorisent la croissance économique, créent des populations plus saines et mènent à des sociétés plus sûres et plus stables. Au cours des dernières années, la coopération entre les nombreux facteurs mondiaux, l'augmentation des investissements financiers et les différentes initiatives ont produit des progrès importants pour le progrès de l'éducation mondiale. Il reste cependant de nombreux obstacles à vaincre. En continuant à progresser ainsi grâce à la coopération, aux investissements financiers accrus et aux politiques innovantes, on ouvre la voie à l'éducation universelle. Dans un monde de plus en plus jeune, l'ordre du jour général est d'investir dans l'éducation. Les enfants et les jeunes bien éduqués d'aujourd'hui sont notre meilleur espoir pour un avenir paisible et prospère. Nous faisons appel à tous les acteurs pour se joindre au Pacte mondial de l'apprentissage pour que cette vision devienne réalité.

Pour en savoir plus sur le Pacte mondial de l'apprentissage, y compris sur le travail effectué selon les priorités exposées dans ce sommaire, veuillez visiter : www.globalcompactonlearning.org



Tableau Résumant les Priorités, Stratégies et Démarches

PRIORITÉ	STRATÉGIE	COMMENT Y PARVENIR
1. Soutenir un développement de qualité pour la petite enfance et des opportunités d'apprentissage pour les filles et les garçons	1A: Offrir des opportunités de développement de qualité pour la petite enfance, surtout aux communautés pauvres et marginalisées 1B: S'assurer que les filles et les garçons commencent l'école à l'âge approprié	<ul style="list-style-type: none"> ● Investir en alimentation, santé et soutien des moyens d'existence ● Elaborer des structures et des plans complets pour le DPE ● Soutenir les partenaires et les travailleurs sociaux ● Renforcer les critères du programme, le soutien, et la formation professionnelle pour les éducateurs du DPE et les travailleurs sociaux ● Encourager la rentrée des classes à temps grâce aux politiques publiques, aux campagnes et au suivi ● Elaborer et soutenir les démarches d'enseignement à des niveaux et à des âges multiples
2. Développer des compétences de base en lecture et en calcul dans les premières années de l'école primaire	2A : Prioriser la lecture et le calcul dans les premières années de l'école primaire 2B : Fournir une éducation multi-langues basée sur la langue maternelle dans les premières années de l'école primaire.	<ul style="list-style-type: none"> ● Maximiser le temps passé à enseigner ● Former les enseignants aux méthodes efficaces de l'enseignement de la lecture et du calcul ● Fournir des textes de lecture appropriés aux enfants et aux communautés ● Créer une culture où on lit et on apprend par la lecture ● Elaborer un plan linguistique complet en partenariat avec la communauté locale ● S'occuper des problèmes pratiques comme les insuffisances d'enseignants et d'ouvrages dans les langues locales
3. Soutenir la transition vers et l'achèvement de l'école secondaire et des opportunités postprimaires créant des compétences pratiques pour le travail et la vie	3A: Réduire les barrières empêchant les filles et les garçons d'effectuer la transition à l'école secondaire et à d'autres opportunités éducatives postprimaires 3B: S'assurer que l'éducation postprimaire prépare les jeunes à vivre des vies saines, avec un travail productif et la participation à la vie civique.	<ul style="list-style-type: none"> ● Fournir des subsides bien ciblés et structurés de façon pertinente aux groupes marginalisés en matière d'éducation ● Organiser un environnement sûr et des politiques scolaires favorables à l'éducation des filles ● Organiser des structures sociales de soutien pour encourager la continuation de l'apprentissage pour les filles et les garçons ● Offrir des opportunités de seconde chance pour l'apprentissage ● Fournir des modèles postprimaires souples en utilisant des modes de prestation innovants, comme la technologie ● Renforcer le lien entre l'éducation postprimaire et les opportunités de vie et de travail améliorées ● Enseigner des compétences transférables comme la pensée critique, les communications et les technologies de l'information et de l'enseignement ● Faciliter les transitions de l'école au travail et de l'école à l'apprentissage constant dans la vie
Stratégies communes	1: Améliorer la qualité de l'enseignement 2: Créer des systèmes d'évaluation efficaces liés à l'enseignement et à l'apprentissage	<ul style="list-style-type: none"> ● Recruter et former davantage d'enseignants ● Préparer les enseignants de façon adéquate ● Motiver et soutenir les enseignants ● Renforcer le leadership et la gestion scolaire ● Fixer des objectifs clairs pour l'apprentissage ● Contrôler les processus d'enseignement et d'apprentissage dès le début et de façon régulière ● S'assurer que les examens favorisent l'excellence de l'éducation nationale et sont équitables. Faire participer les enseignants, les parents, les communautés locales et les écoles afin de comprendre et d'utiliser l'information



Notes de fin de texte

- ⁱ L. Crouch and A. Gove. "Leaps or One Step at Time: Skirting or Helping Engage the Debate? The Case of Reading," *Policy Debates in Comparative, International and Development Education* (Basingstoke: Palgrave Macmillan, forthcoming).
- ⁱⁱ G. Psacharopoulos and H. A. Patrinos, *Returns to Investment in Education: A Further Update*, World Bank Policy Research Working Paper 2881 (Washington: World Bank, 2002).
- ⁱⁱⁱ R. Winthrop and C. Graff. *Beyond Madrasas: Assessing the Links between Education and Militancy in Pakistan*. (Washington: Brookings Institution, 2010).
- ^{iv} UNESCO, *Education and the Millennium Development Goals* (Paris: UNESCO, 2010b), http://www.unesco.org/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/ED/GMR/pdf/gmr2010/MDG2010_Facts_and_Figures_EN.pdf
- ^v UNESCO, *Rapport mondial 2011 de suivi sur l'EPT*.
- ^{vi} G. Brown, *Education for All: Beating Poverty, Unlocking Prosperity* (Paris: UNESCO, 2011); G. Brown, *Delivering on the promise, building opportunity: the case for a Global Fund for Education* (London: The Office of Gordon and Sarah Brown, 2011)
- ^{vii} UNESCO, *Rapport mondial 2011 de suivi sur l'EPT*.
- ^{viii} E. Hanushek and L. Woessmann, *The Role of Education Quality in Economic Growth* (Washington: World Bank, 2007), <http://library1.nida.ac.th/worldbank/fulltext/wps04122.pdf>; JBS International, *Pathways to Learning in the 21st Century: Toward a Strategic Vision for USAID Assistance in Education*, USAID Educational Strategies Research Paper 2 (Washington: US Government Printing Office, 2009); E. Jamison et al., *The Effects of Education Quality on Income Growth and Mortality Decline* (Cambridge, Mass.: National Bureau of Economic Research, 2006).
- ^{ix} C. Lloyd and J. Young, *New Lessons: The Power of Educating Adolescent Girls* (New York: Population Council, 2009), http://www.ungei.org/resources/files/2009PGY_NewLessons.pdf; Jamison et al., *Effects of Education Quality*.
- ^x L. Antonowicz, *Too Often in Silence: A Report on School-Based Violence in West and Central Africa* (New York: UNICEF, Plan West Africa, Save the Children Sweden West Africa, and ActionAid, 2010).
- ^{xi} UNESCO, *Rapport mondial 2010 de suivi sur l'EPT*.
- ^{xii} UNESCO, *Rapport mondial 2011 de suivi sur l'EPT*.
- ^{xiii} B. Piper, C. da Silva, and E. Miksic, *Democratic Republic of Congo Early Grade Reading Assessment: PAQUED Baseline Report, 2011*, prepared for US Agency for International Development and Education Development Center, Inc., under the *Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Éducation*, Contract AID-623-A-09-00010 (Washington: RTI International, 2011).
- ^{xiv} E. Hanushek and L. Woessmann, *The Economics of International Differences in Educational Achievement* (Cambridge: NBER, 2010).
- ^{xv} Save the Children, "Last in Line, Last in School," *Rewrite the Future* (London: Save the Children, April 2007).
- ^{xvi} *Reproductive Health Response in Conflict Consortium, Safe Motherhood and Emergency Obstetric Care* (New York: Reproductive Health Response in Conflict Consortium, 2005).
- ^{xvii} UNESCO, *Rapport mondial 2010 de suivi sur l'EPT*; J. Dolan, *Last in Line, Last in School: How Donors Are Failing Children in Conflict-Affected Fragile States* (London: Save the Children, 2007).
- ^{xviii} UNESCO, *Rapport mondial 2011 de suivi sur l'EPT*.
- ^{xix} World Bank, *Improving the Odds of Achieving the MDGs: Heterogeneity, Gaps and Challenges* (Washington: World Bank, 2011); UNESCO, *Rapport mondial 2011 de suivi sur l'EPT: La crise cachée: les conflits armés et l'éducation* (Paris: UNESCO, 2011).